

France : le coût d'outre-Rhin. Perspectives 2006-2007 pour l'économie française

Guillaume Chevillon, Catherine Mathieu, Christine Rifflart, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, Xavier Timbeau, Christophe Blot, Eric Heyer, Marion Cochard, Matthieu Lemoine, et al.

▶ **To cite this version:**

Guillaume Chevillon, Catherine Mathieu, Christine Rifflart, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, et al.. France : le coût d'outre-Rhin. Perspectives 2006-2007 pour l'économie française. Lettre de l'OFCE, 2006, 275, pp.6-8. hal-01021181

HAL Id: hal-01021181

https://sciencespo.hal.science/hal-01021181

Submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FRANCE : LE COÛT D'OUTRE-RHIN

Perspectives 2006-2007 pour l'économie française

Avec le desserrement de certaines contraintes extérieures — notamment celles liées à l'appréciation passée de l'euro et à la forte augmentation du prix du pétrole —, l'économie française devrait croître en moyenne annuelle de 2,2 % en 2006 et de 2,1 % en 2007. Ce rebond de l'activité fait suite à une année 2005 particulièrement décevante, évaluée à 1,4 %.

TABLEAU I : CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB

Moyenne annuelle	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance du PIB	**2,1**	**1,4**	**2,2**	**2,1**
Dépenses des ménages	1,4	1,3	1,7	1,7
Investissements et stocks des entreprises	1,0	0,6	0,5	0,5
Dépenses des administrations	0,8	0,5	0,5	0,3
Total de la demande intérieure	*3,1*	*2,4*	*2,7*	*2,5*
Solde extérieur	*– 1,1*	*– 1,0*	*– 0,5*	*– 0,4*
Taux de croissance du PIB (zone euro)	**1,8**	**1,4**	**2,1**	**1,9**

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; OFCE, prévision e-mod.fr 2006 et 2007.

Une croissance 2005 décevante, ne reflétant ni le dynamisme de la demande mondiale…

La reprise amorcée en 2004 a été brisée, empêchant l'économie française de rattraper une partie de son retard de production accumulé depuis 2001. Si le dynamisme interne a été satisfaisant, il n'en a pas été de même de la contribution extérieure. Redevenu négatif en 2004 pour la première fois depuis 1991, le déficit extérieur s'est encore creusé en 2005. Plus grave, la France est le pays de la zone euro qui a, au cours de ces deux dernières années, le moins bénéficié du dynamisme de la demande mondiale : en 2004 et 2005, les échanges extérieurs ont amputé la croissance annuelle de 1 point de PIB dans l'Hexagone alors qu'ils ont été quasiment neutres pour la zone euro. Cette mauvaise performance du commerce extérieur français s'explique principalement par trois chocs qui sont venus rogner la compétitivité française et ainsi entraver sa croissance économique.

Ce mauvais résultat s'explique en premier lieu par la hausse progressive de la monnaie unique entre la mi-2001 et le début 2005. Celle-ci a pesé fortement sur les croissances européenne et française. Son impact négatif a été maximal en 2004, amputant la croissance française de – 0,7 point de PIB. En 2005, elle a encore rogné la croissance de – 0,6 point. Le cycle de croissance de l'économie française a alors été atténué, et ce d'autant plus que la hausse des prix du pétrole est venue peser à son tour sur l'activité, de 0,2 point en 2004 et surtout de 0,5 point en 2005. Au total, ces deux chocs extérieurs ont amputé de près d'1 point la croissance dans l'Hexagone en 2004 et de 1,1 point en 2005.

Si ces deux éléments, appréciation du taux de change effectif de l'euro et hausse du prix du pétrole, expliquent une grande part des mauvais résultats de la France en termes de commerce extérieur depuis 2003, ils n'expliquent pas, en revanche, pourquoi la France est le pays de la zone euro qui a le moins bénéficié du dynamisme de la demande mondiale. Les raisons sont à chercher du côté de la spécialisation géographique et sectorielle de la France, mais aussi de la politique menée par l'Allemagne depuis 2003 : en centrant davantage ses échanges sur la zone euro et dans des secteurs moins adaptés à la demande actuelle des pays émergents, la France n'a pas profité pleinement, contrairement à l'Allemagne par exemple, de la reprise engagée dès le second semestre 2003 aux États-Unis et surtout en Asie et dans les pays de l'Est. Compte tenu également de sa spécialisation sectorielle forte dans l'aéronautique et dans les biens de consommation sensibles à l'effet-prix, la France a également plus souffert que ses partenaires de la crise du secteur aérien liée aux événements du 11 septembre et de l'appréciation de l'euro. Enfin, engagée depuis 2003 dans une thérapie visant l'amélioration de l'offre par la compression des revenus et la restriction des transferts sociaux, l'Allemagne a vu ses coûts salariaux unitaires diminuer en niveau absolu mais aussi relativement à ses autres partenaires européens dont la France. Selon nos estimations, cette politique expliquerait la moitié des pertes de parts de marchés enregistrées depuis 2004. Par ailleurs, les baisses de salaires ont conduit à une forte contraction de la demande intérieure allemande et par là-même, des importations de notre principal partenaire. Au total, depuis 2004, les réformes allemandes coûtent chaque année environ 0,3 point de PIB à l'économie française.

… ni celui des enquêtes de conjoncture

Le rebond attendu au cours du second semestre 2005 et pourtant inscrit dans les enquêtes de conjoncture, n'a été que temporaire. Après un bon troisième trimestre, conforme à notre prévision (0,7 %), la croissance est retombée à 0,4 % au dernier trimestre, freinant l'élan envisagée pour 2006 et soulignant la très grande fragilité de l'activité. Pour autant, nous continuons à penser que le rebond du troisième trimestre n'a pas été qu'un feu de paille. Le redressement des enquêtes de conjoncture initié à la mi-2005 se confirme en ce début d'année.

Profitant de la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar, les carnets de commandes étrangers se remplissent. Le rétablissement de la situation financière des entreprises leur permet à nouveau de recourir à l'endettement, ce qui, conjugué à la baisse du chômage, soutient la demande intérieure.

Des contraintes moins fortes…

Avec l'amélioration de la profitabilité des entreprises, leur situation financière solide, la réactivation de la politique de l'emploi et le desserrement de certaines contraintes extérieures liées à l'appréciation passée de l'euro et à la forte augmentation du prix du pétrole, l'année 2006 ne démarre pas sans atouts.

À l'horizon de notre prévision, nous supposons que l'euro retrouvera fin 2006 son niveau atteint fin 2004. En conséquence, les variations du dollar ne devraient quasiment plus affecter la croissance française cette année. Nous faisons également l'hypothèse que le prix du baril de pétrole se stabiliserait à 60 dollars, modérant son impact négatif sur la croissance (– 0,4 point). De plus, les réformes entreprises outre-Rhin ne devraient pas davantage peser en 2006 qu'en 2005. Au total, l'impact cumulé de l'ensemble des contraintes extérieures amputera la croissance de 1 point en 2006, soit 0,4 point de moins qu'en 2005 et 0,2 point de moins qu'en 2004.

TABLEAU 2 : ÉQUILIBRES RESSOURCES-EMPLOIS EN BIENS ET SERVICES MARCHANDS (AUX PRIX DE 95)

	Niveau (Mds € 95)	Taux de croissance trimestriels en %								Taux de croissance annuels en %		
	2005	2006				2007						
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
PIB total	1 557	0,8	0,6	0,6	0,6	0,4	0,5	0,6	0,6	1,4	2,2	2,1
Importations	475	1,8	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	6,6	7,8	5,9
Consommation des ménages	872	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	2,1	2,8	2,8
Consommation des administrations	369	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,3	1,5	1,5	0,9
FBCF totale, dont :	306	1,2	0,9	0,9	0,9	0,5	0,8	1,0	1,0	3,3	3,6	3,2
- Entreprises	177	1,2	1,0	1,0	1,0	0,8	1,0	1,1	1,2	3,7	4,1	4,0
- Ménages	77	1,2	0,6	0,5	0,7	– 0,2	0,7	1,1	1,2	3,1	3,0	2,2
- Administrations	52	0,9	0,9	0,9	0,9	0,2	0,2	0,2	0,2	2,3	2,8	1,9
Exportations	445	1,6	1,6	1,6	1,6	1,0	1,0	1,0	1,0	3,2	6,7	5,0
Variations de stocks (contribution)	17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Demande intérieure hors stocks	1 570	0,8	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	2,2	2,6	2,4

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE, modèle **e-mod.fr** à partir du premier trimestre 2006.

TABLEAU 3 : QUELQUES RÉSULTATS SIGNIFICATIFS

	Évolutions trimestrielles								2005	2006	2007
	2006				2007						
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Emploi total (en milliers)	76	78	50	26	15	18	25	38	41	203	114
Nombre de chômeurs [1] (en milliers)	– 65	– 62	– 40	– 21	– 12	– 14	– 20	– 30	– 22	– 207	– 92
Taux de chomâge [1] (en %)	9,3	9,1	8,9	8,9	8,8	8,8	8,7	8,6	9,9	9,1	8,7
Prix à la consommation [2] (en %)	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	1,7	1,6	1,5
Salaire horaire moyen dans les entreprises non financières (en %)	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	2,6	3,1	3,3
Salaire moyen dans les entreprises non financières (en %)	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	2,6	3,1	3,3
Ménages											
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)	0,9	0,6	0,4	0,9	1,0	0,5	0,4	0,5	1,7	2,5	2,8
Taux d'épargne (en %)	15,0	14,9	14,7	14,9	15,2	15,0	14,7	14,5	15,1	14,9	14,9
Taux d'épargne financière (en %)	5,2	5,1	4,8	5,1	5,5	5,2	4,9	4,7	5,3	5,0	5,1
Entreprises											
Taux de marge (en %)	30,5	30,6	30,7	30,6	30,8	30,9	31,0	31,0	30,4	30,6	30,9
Taux d'investissement [3] (en %)	17,7	17,8	17,8	17,8	17,8	17,8	17,8	17,9	17,6	17,8	17,8
Taux d'autofinancement [4] (en %)									79,3	79,2	79,6
Administrations											
Capacité de financement/PIB (en %)									– 2,9	– 2,9	– 3,1
Taux de prélèvements obligatoires (en %)									44,1	44,1	43,8
Taux d'intérêt											
Taux d'intérêt à long terme (niveau en %)	3,5	3,7	3,7	3,7	3,8	3,8	3,9	3,9	3,4	3,6	3,9
Taux d'intérêt du marché monétaire (niveau en %)	2,6	2,9	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	2,2	2,9	3,1

1. Au sens du BIT.
2. Indice des prix à la consommation, cvs.
3. En valeur, y compris stock.
4. Épargne brute/FBCF.

TABLEAU 4 : LES HYPOTHÈSES D'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET LES SOLDES EXTÉRIEURS

	Évolutions trimestrielles								Moyennes annuelles		
	2006				2007						
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
Demande de marchandises adressée à la France (en %)	1,8	1,8	1,7	1,7	1,5	1,5	1,5	1,4	4,5	6,3	6,4
Prix des concurrents en devises (en %)	1,4	2,0	1,8	2,1	0,6	0,7	0,7	0,7	6,8	4,4	4,6
Prix du pétrole en dollars	61,6	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	54,4	60,4	60,0
Prix des importations en euros (en %)	– 0,2	– 0,1	– 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,6	– 0,1
Prix des exportations en euros (en %)	0,1	– 0,1	– 0,2	– 0,3	– 0,1	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3	– 0,5
Solde des biens et services (Mds d'euros)	– 6,5	– 6,6	– 6,8	– 7,2	– 7,9	– 8,5	– 9,0	– 9,6	– 18,9	– 27,3	– 35,1

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE, modèle **e-mod.fr** à partir du premier trimestre 2006.

La forte baisse du taux d'épargne observée depuis 2003 s'est quelque peu essoufflée en 2004 et 2005. En 2006, cette tendance devrait se poursuivre : bien que prudents, les ménages continueraient de puiser dans leur épargne. Sous l'effet conjugué de la baisse du taux de chômage et d'un marché de l'immobilier toujours actif, le taux d'épargne devrait baisser de – 0,2 point en 2006, s'établissant à 14,9 % en moyenne sur l'année, puis se stabiliser en 2007. La croissance de la consommation atteindrait 2,8 % en 2006 et en 2007, rythme qui reste toutefois inférieur à celui observé au cours des huit dernières années avec des pics à plus de 3,5 % par an entre 1998 et 2000.

Conforté par une situation financière solide des entreprises et une profitabilité du capital en nette amélioration — illustrée par les bénéfices record de celles du CAC 40 — et de bonnes conditions de financement, l'investissement productif des sociétés non financières devrait croître à un rythme proche de 4 %.

… relanceraient la croissance française…

En moyenne annuelle, l'économie française devrait croître de 2,2 % en 2006 et de 2,1 % en 2007. Le déficit public se maintiendrait à 2,9 % du PIB en 2006 mais repasserait au-dessus de 3 % en 2007 du fait de la disparition de recettes non fiscales exceptionnelles et de l'entrée en vigueur de la réforme fiscale.

À l'instar des dix dernières années, la France continuerait, à l'horizon de notre prévision, de connaître des performances économiques supérieures à celles de ses partenaires européens et tout particulièrement à celles de l'Allemagne et de l'Italie. Depuis 1997, en effet, l'économie française enregistre un surplus annuel de croissance de 0,4 point par rapport à l'ensemble de la zone euro et de plus d'1 point par rapport à ses deux principaux partenaires.

… malgré une politique non coopérative allemande

Une croissance inférieure à 3 %, alors que l'activité au cours des quatre dernières années a été très inférieure à son potentiel, est une performance modeste. Le redémarrage de l'économie française est encore tempéré dans notre prévision par l'environ-nement international, notamment en 2007 par l'augmentation de trois points de TVA et la baisse des cotisations sociales en Allemagne amplifieront la politique de désinflation compétitive menée outre-Rhin depuis le début des années 2000.

En augmentant l'imposition des biens importés et en améliorant la compétitivité-coût des entreprises allemandes, cette politique non coopérative s'apparente à une dévaluation réelle du change qui pèsera sur l'ensemble des économies européennes. Elle permettra à l'Allemagne de renforcer ses gains de parts de marché en 2007 au détriment des autres grands pays européens et notamment de la France. Cela se traduira par un ralentissement de l'activité dans l'Hexagone en début d'année 2007. Ce « trou d'air » empêchera l'économie française de rattraper l'ensemble du retard de production accumulé depuis 2002. Sans cette politique non coopérative, la France aurait regagné, à l'horizon de notre prévision, une partie des pertes de parts de marché enregistrées depuis trois ans. Sa demande extérieure aurait été davantage soutenue par un pouvoir d'achat des Allemands plus dynamique. L'économie française aurait alors connu une croissance supérieure (2,5 % et 2,7 % en 2006 et 2007) à celle retenue dans notre scénario.

La baisse du chômage continuera, facilitée par une faible progression de la population active

En 2006 et en 2007, la population active connaîtrait une croissance modérée (41 000 et 19 000). Ce ralentissement de la progression de la population active facilite la baisse du chômage. À titre illustratif, il fallait créer 5 fois plus d'emplois en 2000 qu'en 2005 pour absorber le flux d'entrées nettes dans la population active et maintenir le taux de chômage inchangé. Le taux de croissance de l'activité à partir duquel le chômage commence à reculer se situe aujourd'hui à 1,6 %, soit un demi-point de moins que celui nécessaire au cours de la période 1994-2004. À l'horizon de notre prévision la croissance un peu supérieur à 2 % devrait permettre à elle seule la baisse du chômage. Enfin, la réactivation de la politique de l'emploi devrait accompagner les créations d'emplois dans le secteur marchand et amplifier, en 2006, la décrue du chômage engagée en 2005.

Le taux de chômage connaîtrait une baisse prononcée en 2006 (– 0,7 point) qui proviendrait pour un tiers des créations d'emplois marchands, pour un tiers de la relance des contrats aidés non marchands et pour un tiers d'autres effets (essentiellement la progression des emplois publics non aidés). En 2007, la baisse serait moindre (– 0,3 point), en raison des réductions d'effectifs en contrats aidés. Le taux de chômage s'établirait ainsi à 8,9 % fin 2006, puis à 8,6 % fin 2007.

Les risques

Les risques sont, pour l'essentiel, relatifs à l'environnement international : crise pétrolière majeure, ralentissement de la croissance mondiale, chute prolongée du dollar… Ils pourraient infirmer les perspectives positives, amputant la croissance à l'horizon 2007 d'un demi-point si le prix du pétrole se maintenait jusqu'à 70 dollars le baril et si l'euro s'établissait à 1,4 dollar.

Un scénario plus noir de dynamique interne à la zone euro est également envisageable. Il suppose un enchaînement d'évolutions très négatives qui pour l'heure ne transparaissent ni dans les enquêtes ni dans les statistiques fournies par l'INSEE : le principal risque réside dans un resserrement plus important de la politique monétaire menée par la BCE. Nous avons mesuré l'impact sur l'économie française d'une hausse supplémentaire d'1 point du taux directeur de la BCE en 2006 et en 2007, en supposant que cette hausse se transmettrait intégralement aux taux longs. D'après nos simulations, ce choc négatif de l'immobilier, provoquerait une baisse de 15 % du prix de l'immobilier et amputerait la croissance de 0,2 point de PIB en 2006 et de 0,7 point en 2004 ■

Directeur de la publication : Jean-Paul Fitoussi
ISSN N° 0751-66 14 — Commission paritaire n° 65424
Prix : 4,20 €

Composition : Esther Benbassat et Claudine Houdin
Imprimerie Bialec, Nancy